



Corporation Commerciale Canadienne

**Rapport financier du
troisième trimestre
de 2017-2018
(non audité)**

**Pour la période terminée
le 31 décembre 2017**

Commentaires et analyse de la direction

BASE DE L'ÉTABLISSEMENT

Cette discussion et analyse ont été préparées conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor et ne constituent pas une discussion et analyse de la direction complète.

La discussion et les analyses qui suivent portent sur les résultats et la situation financière de la Corporation commerciale canadienne pour le trimestre se terminant au 31 décembre 2017 et devraient être lues en parallèle avec les états financiers provisoires condensés non audités ci-joints ainsi qu'avec le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice se terminant au 31 mars 2017.

Il est présumé que l'information fournie dans le rapport annuel de la Corporation commerciale canadienne pour l'exercice se terminant au 31 mars 2017 s'applique généralement au trimestre actuel.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

La CCC offre ses services de passation de contrats de gouvernement à gouvernement dans deux secteurs d'activité principaux :

- (1) les ventes dans le secteur des Affaires commerciales internationales (ACI); et
- (2) les ventes dans le secteur de la Défense et sécurité mondiales (DSM), qui comprend l'administration de l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD) entre le Canada et les États-Unis

En plus de ses secteurs d'activité principaux, la CCC accomplit des activités dans le cadre des opérations liées aux services d'approvisionnement et autres priorités du gouvernement du Canada. Ces activités incluent, pour le compte d'Affaires mondiales Canada, l'entretien et l'administration des bureaux de développement commercial établis en Chine, des services d'approvisionnement à des ministères du gouvernement du Canada ainsi qu'une entente de services partagés avec une autre société d'État.

Historiquement, des contrats à valeur élevée ont eu une importante incidence sur les états financiers de la Corporation et peuvent souvent entraîner des écarts considérables, d'un exercice à l'autre, tant dans l'état de la situation financière que dans l'état du résultat global.

À la fin de 2013-2014, le Programme des brigades blindées (PBB), un contrat historique d'une durée de 14 ans et de plusieurs milliards de dollars, a été signé pour l'approvisionnement de véhicules blindés légers (VBL) ainsi que d'équipement, de formation et de services de soutien connexes. Dû à l'ampleur de la transaction, cette activité pourrait causer des variations significatives, sur certains postes, d'un exercice à l'autre. Les comptes les plus affectés sont les créances, les créditeurs, les avances versées aux exportateurs canadiens et provenant de clients

étrangers, l'avancement des travaux réalisés par des exportateurs canadiens et pour des clients étrangers ainsi que les comptes de revenus.

Vous trouverez ci-après une analyse des faits saillants financiers de la CCC pour la période de trois et neuf mois se terminant le 31 décembre 2017.

ANALYSE DE L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Sommaire - Résultat net (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE			
	2017	2016	Hausse (Diminution)		2017	2016	Hausse (Diminution)	
Produits	5,8 \$	8,6 \$	(2,8) \$	(32%)	18,2 \$	20,0 \$	(1,8) \$	(9%)
Charges	(7,9)	(7,2)	(0,7)	(10%)	(23,6)	(21,0)	(2,6)	(12%)
Crédit parlementaire	-	0,8	(0,8)	(100%)	-	2,6	(2,6)	(100%)
Résultat net	(2,1) \$	2,2 \$	(4,3) \$	< (100%)	(5,4) \$	1,6 \$	(7,0) \$	< (100%)

Pour les trois et neuf mois se terminant le 31 décembre 2017, la perte nette globale s'explique par une diminution des produits et une augmentation des charges de l'exercice. La diminution des produits durant l'exercice résulte d'une réduction des frais de services, discutée en détail plus loin dans le rapport, partiellement compensée par une augmentation des autres produits provenant de rabais pour paiements anticipés que la corporation a encaissés ainsi que par une augmentation des produits financiers nets. Le restant de la perte nette s'explique par une augmentation des dépenses, discutée en détail dans la section sur les frais d'administration, ainsi que l'élimination du crédit parlementaire.

PRODUITS

Produits (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				En % du total 2017
	2017	2016	Hausse (Diminution)		2017	2016	Hausse (Diminution)		
Opérations commerciales - contrats de maître d'oeuvre	642,6 \$	925,2 \$	(282,6) \$	(31%)	1 872,0 \$	2 118,6 \$	(246,6) \$	(12%)	
Moins: Coût des opérations commerciales - contrats de maître d'oeuvre	(642,6)	(925,2)	282,6	31%	(1 872,0)	(2 118,6)	246,6	12%	
Frais de service	5,4	8,3	(2,9)	(34%)	16,7	19,1	(2,4)	(12%)	91%
Autres produits	0,2	0,2	-	-	1,2	0,6	0,6	> 100%	7%
Produits financiers, nets	0,2	0,1	0,1	50%	0,5	0,3	0,2	52%	3%
Perte de change	-	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)	< (100%)	(1%)
Total des Produits	5,8 \$	8,6 \$	(2,8) \$	(32%)	18,2 \$	20,0 \$	(1,8) \$	(9%)	100%

Pour les trois et neuf mois se terminant le 31 décembre 2017, une fois les opérations commerciales compensées par les coûts des opérations commerciales, les produits ont diminué de l'ordre de 2,8 \$ ou 32 % pour les trois mois et de 1,8 \$ ou 9 % pour les neuf mois comparativement à l'exercice précédent. Cette réduction des produits résulte principalement de frais de services moindres, discutés en détail dans la section sur les frais de services, partiellement compensée par des augmentations des autres produits et des produits financiers nets. L'augmentation des autres produits provient principalement de rabais pour paiements anticipés sur les factures payables.

Opérations commerciales

Opérations commerciales (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				
	2017	2016	Hausse (Diminution)		2017	2016	Hausse (Diminution)		En % du total 2017
DSM:									
APPD	202,7 \$	214,2 \$	(11,5) \$	(5%)	569,4 \$	513,9 \$	55,5 \$	11%	30%
DSM non liées à l'APPD	348,9	619,9	(271,0)	(44%)	975,3	1 344,1	(368,8)	(27%)	53%
Total DSM	551,6 \$	834,1 \$	(282,5) \$	(34%)	1 544,7 \$	1 858,0 \$	(313,3) \$	(17%)	83%
ACI	91,0	91,1	(0,1)	0%	327,3	260,6	66,7	26%	17%
Total des Opérations commerciales	642,6 \$	925,2 \$	(282,6) \$	(31%)	1 872,0 \$	2 118,6 \$	(246,6) \$	(12%)	100%

La somme constatée au titre des opérations commerciales reflète la valeur des biens livrés, des services rendus ou de l'avancement des travaux réalisés durant l'exercice. Puisque la CCC agit comme intermédiaire commercial international, les produits tirés des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre sont entièrement compensés par les coûts de ces mêmes opérations.

Pour les trois et neuf mois se terminant le 31 décembre 2017, les baisses respectives de 282,6 \$ ou 31 % et 246,6 \$ ou 12 % des opérations commerciales sont principalement attribuables à des changements dans l'échéancier et la livraison des biens au contrat du PBB, faisant partie de la ligne de produits des DSM non liés à l'APPD.

La diminution des opérations commerciales, pour la période de neuf mois, à partiellement été compensée par une augmentation de l'activité, de l'ordre de 55,5 \$, sur une multitude de contrats dans la ligne de produits APPD, ainsi que le commencement des travaux sur un grand projet en infrastructure au Bermudes dans la ligne de produits ACI.

Frais de service

Frais de service (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				
	2017	2016	Hausse (Diminution)		2017	2016	Hausse (Diminution)		En % du total 2017
DSM:									
DSM non liées à l'APPD	3,1 \$	5,5 \$	(2,4) \$	(43%)	8,5 \$	11,7 \$	(3,2) \$	(27%)	50%
Total DSM	3,1 \$	5,5 \$	(2,4) \$	(43%)	8,5 \$	11,7 \$	(3,2) \$	(27%)	50%
ACI	1,2	1,2	-	-	4,6	3,5	1,1	31%	28%
Frais de service perçus dans le cadre des opérations liées aux approvisionnements et autres	1,1	1,6	(0,5)	(27%)	3,6	3,9	(0,3)	(7%)	22%
Total des Frais de service	5,4 \$	8,3 \$	(2,9) \$	(34%)	16,7 \$	19,1 \$	(2,4) \$	(12%)	100%

La Corporation perçoit des frais de service dans ses secteurs d'activité DSM non liées à l'APPD, de l'ACI et d'autres services, lesquels correspondent habituellement à un pourcentage de la valeur du contrat à des taux négociés en fonction des services fournis. Les frais de service tirés d'opérations commerciales liés à des contrats de maître d'œuvre et à des ententes de services d'approvisionnement internationaux sont comptabilisés dans les produits au moment où les opérations commerciales et les ententes s'y rapportant sont reconnues. Les frais de service liés à d'autres activités internationales et nationales sont comptabilisés dans les produits lorsque les services ont été rendus. La CCC ne perçoit pas de frais de service pour son programme lié à l'APPD, tel que prescrit par l'entente. En plus des frais de service perçus dans le cadre des activités principales provenant du secteur d'activité DSM non liées à l'APPD, la CCC perçoit des frais de service dans le cadre des opérations liées aux services d'approvisionnement et aux autres initiatives des ministères et des agences du gouvernement du Canada.

Pour les trois et neuf mois se terminant le 31 décembre 2017, la diminution des frais de services de 2,9 \$ ou 34 % et 2,4 \$ ou 12 % respectivement, résulte principalement de changements dans l'échéancier des livraisons et avancement des travaux sur le contrat PBB dans la ligne de produits DSM. De plus, l'achèvement des contrats de vente de potasse au Bangladesh et des compteurs d'eau intelligents à la Barbade ont aussi contribué à la baisse des frais de services reconnus durant l'exercice. Un nouveau projet de réhabilitation et d'expansion d'un aéroport aux Bermudes est venu partiellement compenser la diminution des frais de services reconnus.

CHARGES

Charges (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				
	2017	2016*	Hausse (Diminution)		2017	2016*	Hausse (Diminution)		En % du total 2017
Frais d'administration									
Rémunération du personnel et charges connexes	5,5 \$	5,0 \$	0,5 \$	10%	15,7 \$	14,2 \$	1,5 \$	10%	67%
Services de gestion des contrats	0,8	0,6	0,2	20%	2,2	2,0	0,2	7%	9%
Loyer et frais connexes	0,4	0,3	0,1	41%	1,3	1,2	0,1	13%	6%
Frais de déplacement et accueil	0,4	0,4	-	-	1,3	1,2	0,1	7%	6%
Consultants	0,3	0,4	(0,1)	(30%)	1,3	1,0	0,3	33%	5%
Logiciels, matériel informatique et soutien	0,1	0,1	-	-	0,6	0,5	0,1	20%	2%
Communications	0,2	0,2	-	-	0,5	0,3	0,2	99%	2%
Amortissement	0,1	0,1	-	-	0,3	0,3	-	-	1%
Autres charges	0,1	0,1	-	-	0,4	0,3	0,1	42%	2%
Total des Frais d'administration	7,9 \$	7,2 \$	0,7 \$	10%	23,6 \$	21,0 \$	2,6 \$	12%	100%
Dépenses de remédiation des contrats	-	-	-	-	-	-	-	-	0%
Total des Charges	7,9 \$	7,2 \$	0,7 \$	10%	23,6 \$	21,0 \$	2,6 \$	12%	100%

* Certains chiffres correspondants ont été reclassés de façon à être conformes à la présentation du présent exercice.

Frais d'administration

Pour les trois et neuf mois se terminant le 31 décembre 2017, les charges totales ont augmenté de 0,7 \$ ou 10 % et 2,6 \$ ou 12 % respectivement. Cette augmentation des frais d'administration est principalement attribuable à la rémunération de personnel et charges connexes en raison de l'ouverture de deux nouveaux bureaux régionaux à Abu Dhabi et Bangkok ainsi que l'entrée en vigueur de conventions collectives durant l'exercice.

Les charges pour consultants ont aussi augmenté, contribuant à la hausse globale des frais d'administration. Cette hausse résulte d'initiatives en recherche et dotation de personnel qualifié afin de combler des postes vacants au sein de la corporation. Des efforts accrus ont aussi été déployés en communication et marketing afin d'habiliter la corporation à livrer son plan stratégique en diversifiant son portefeuille de secteurs d'activité et étendues géographiques.

Dépenses de remédiation des contrats

Les dépenses de remédiation des contrats sont enregistrées lorsque les montants réels sont engagés ou lorsqu'ils peuvent être raisonnablement déterminés. Pour les périodes de trois et neuf mois se terminant le 31 décembre 2017, aucune dépense de remédiation des contrats n'a été enregistrée. Ce résultat témoigne des solides pratiques de la CCC en matière de gestion des contrats et de gestion du risque d'entreprise (GRE).

SERVICES D'APPROVISIONNEMENT À L'APPUI DES PROGRAMMES D'AIDE INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT

Opérations liées aux services d'approvisionnement (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE			
	2017	2016	Hausse (Diminution)		2017	2016	Hausse (Diminution)	
Opérations liées aux services d'approvisionnement	5,4 \$	11,9 \$	(6,5) \$	(54%)	20,9 \$	25,6 \$	(4,7) \$	(18%)
Moins : Coût des opérations liées aux services d'approvisionnement	(5,4)	(11,9)	6,5	54%	(20,9)	(25,6)	4,7	18%
	- \$	- \$	- \$	-	- \$	- \$	- \$	-

Les services d'approvisionnement, généralement à l'appui des programmes d'aide internationaux, représentent des opérations pour lesquelles la Corporation ne fournit pas ses services à titre de maître d'œuvre. La Corporation remplit le rôle d'agent pour le compte d'Affaires mondiales Canada conformément à un protocole d'entente signé en 2007.

La CCC a aussi conclu des ententes de services d'approvisionnement avec le Conseil national de recherches Canada (CNRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) depuis 2106-17. Pour les trois et neuf mois se terminant le 31 décembre 2017, la diminution des activités de 6,5 \$ ou 54 % et 4,7 \$ ou 18 % respectivement est principalement reliée à l'achèvement de travaux en aérospatiale pour le compte du ministère de la Défense nationale, partiellement compensée par de nouvelles initiatives au moyen orient pour le compte d'Affaires mondiales Canada.

CRÉDIT PARLEMENTAIRE

Crédit parlementaire (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE			
	2017	2016	Hausse (Diminution)		2017	2016	Hausse (Diminution)	
Crédit parlementaire	- \$	0,8 \$	(0,8) \$	(100%)	- \$	2,6 \$	(2,6) \$	(100%)
Total du Crédit parlementaire	- \$	0,8 \$	(0,8) \$	(100%)	- \$	2,6 \$	(2,6) \$	(100%)

Pour 2017-2018, CCC ne reçoit plus de crédit parlementaire. Le crédit parlementaire a été progressivement éliminé, conformément au plan d'entreprise de 2014-2015.

ANALYSE DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

SOMMAIRE

Sommaire - État de la situation financière (en millions de dollars)	EN DATE DU			
	31 décembre 2017	31 mars 2017	Hausse (Diminution)	
Actif	6 680,9 \$	5 664,6 \$	1 016,3 \$	18%
Passif	6 657,4 \$	5 635,7 \$	1 021,7 \$	18%
Capitaux propres:				
Surplus d'apport	10,0	10,0	-	-
Bénéfices non répartis	13,5	18,9	(5,4)	(28%)
Total des Capitaux propres	23,5 \$	28,9 \$	(5,4) \$	(19%)

À titre d'intermédiaire commercial international, les éléments d'actif de la CCC qui sont liés au commerce sont compensés par des éléments de passif équivalents. Par conséquent, les créances des clients étrangers et l'avancement des travaux réalisés par les exportateurs canadiens sont normalement compensés par les créditeurs et les charges à payer aux exportateurs canadiens ainsi que par l'avancement des travaux réalisés pour les clients étrangers.

ACTIFS

Actifs (en millions de dollars)	EN DATE DU				
	31 décembre 2017	31 mars 2017	Hausse (Diminution)		En % du total
Trésorerie	41,7 \$	76,4 \$	(34,7) \$	(45%)	1%
Créances	956,9	741,2	215,7	29%	14%
Avances aux exportateurs canadiens	105,1	175,4	(70,3)	(40%)	2%
Avancement des travaux par les exportateurs canadiens	5 574,0	4 668,2	905,8	19%	83%
Immobilisations corporelles	3,2	3,4	(0,2)	(7%)	0%
Total des Actifs	6 680,9 \$	5 664,6 \$	1 016,3 \$	18%	100%

La hausse nette des actifs comparativement au 31 mars 2017 est principalement reliée au montants d'avancement des travaux par les exportateurs canadiens et aux créances, partiellement compensée par une réduction des avances aux exportateurs canadiens et de la trésorerie. L'augmentation nette des actifs découle principalement de l'augmentation de l'avancement des travaux en lien avec le PBB, et dans une moindre mesure, le contrat de compteurs intelligents à la Barbade, un projet en aérospatiale au Pérou et plusieurs contrats dans la ligne de produits APPD.

PASSIFS

Passifs (en millions de dollars)	EN DATE DU			
	31 décembre 2017	31 mars 2017	Hausse (Diminution)	En % du total
Créditeurs et charges à payer	949,7 \$	760,4 \$	189,3 \$	25%
Avances des clients étrangers	128,0	201,3	(73,3)	(36%)
Avancement des travaux pour les clients étrangers	5 574,0	4 668,2	905,8	19%
Avantages incitatifs à la location différés	3,7	3,9	(0,2)	(5%)
Avantages du personnel	2,0	1,9	0,1	3%
Total des Passifs	6 657,4 \$	5 635,7 \$	1 021,7 \$	18%
				100%

L'augmentation nette des passifs, comparativement au 31 mars 2017 s'explique par l'augmentation de l'avancement des travaux pour les clients étrangers ainsi que l'augmentation des créditeurs et charges à payer, compensée partiellement par une diminution des avances des clients étrangers. Le changement net du total des passifs découle directement des changements des actifs discutés dans la section précédente, reflétant le modèle d'affaires adossé de la corporation.

OPÉRATIONS IMPORTANTES TOUCHANT LES ACTIFS ET LES PASSIFS

Étant donné la nature adossée des contrats de la CCC avec les clients étrangers et les exportateurs canadiens, les changements des actifs et des passifs sont étroitement liés et se compensent généralement.

Les augmentations de la valeur des créances et des créditeurs par rapport au 31 mars 2017 sont principalement attribuables à la comptabilisation de produits à recevoir et de charges à payer pour des transactions découlant du contrat lié au PBB afin de refléter l'avancement des travaux réalisés à ce jour.

Du montant total de l'avancement des travaux par les exportateurs canadiens et pour les clients étrangers, une somme de 5 397,2 \$ ou 97 %, découle de l'avancement continu des travaux dans le cadre du contrat PBB.

Du total des avances de clients étrangers et des avances aux exportateurs canadiens, plus de 70 % est attribuable à 3 projets : PBB, un projet en aérospatiale au Pérou et la construction d'infrastructure au Ghana.

Du total de 128,0 \$ des avances des clients étrangers, 105,1 \$ ont été transférés aux exportateurs canadiens. Tel que stipulé aux contrats, aucune avance n'est offerte dans les contrats de la ligne de produits APPD. Dans le cas de certains contrats de l'DSM non liés à l'APPD, la CCC peut retenir une partie des avances faites par les clients étrangers comme mesure de gestion du risque. Ces avances sont distribuées aux exportateurs canadiens à mesure que leurs obligations contractuelles sont satisfaites. Cette pratique peut produire des variations de ce poste d'une période à l'autre en raison de différences ponctuelles dans la collecte et le déboursement des avances.

ANALYSE DE L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Sommaire des flux de trésorerie (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE				
	2017	2016	Hausse (Diminution)		2017	2016	Hausse (Diminution)		En % du total 2017
Activités d'exploitation	2,5 \$	(3,0) \$	5,5 \$	> 100%	(34,0) \$	(13,2) \$	(20,8) \$	< (100%)	98%
Activités d'investissement	-	(0,1)	0,1	100%	(0,1)	(0,1)	-	-	0%
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	1,2	0,9	0,3	28%	(0,6)	1,3	(1,9)	< (100%)	2%
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	3,7 \$	(2,2) \$	5,9 \$	> 100%	(34,7) \$	(12,0) \$	(22,7) \$	< (100%)	100%

Dans le cadre du programme de l'APPD, la Corporation paye généralement les exportateurs canadiens dans les trente jours suivant la réception d'une facture et des pièces justificatives, conformément aux modalités des contrats. Elle peut donc utiliser sa propre trésorerie pour payer les exportateurs canadiens le 30^e jour et financer ses créances lorsqu'il y a des retards dans le recouvrement et que le paiement n'est reçu par le client aux termes de l'APPD qu'après le délai de trente jours. Dans le cas de certains contrats (qui ne font habituellement pas partie du programme APPD), la Corporation paie les exportateurs canadiens dans un délai de cinq jours ouvrables, suite à la réception d'un paiement de client étranger. Selon le moment des rentrées de fonds par rapport aux paiements, ces transactions s'étendent souvent sur plusieurs périodes de référence, de sorte que l'on peut observer une variation des flux de trésorerie d'une période à l'autre. Dans les cas visés, la trésorerie est versée à la Corporation à la fin d'une période et le paiement est transféré à l'exportateur canadien au début de la période suivante, conformément aux termes du contrat.

La diminution de trésorerie, au cours des neuf mois, provient principalement des activités d'exploitation et des effets des fluctuations des taux de change sur la trésorerie. La diminution liée aux activités d'exploitation provient principalement de paiements escomptés accélérés faits par la corporation afin d'assister des exportateurs canadiens, tout en tirant profit d'escomptes pour paiements anticipés. Des encaissements de fonds provenant des clients étrangers pour couvrir ces déboursés sont attendus au début du prochain exercice.

COMPARAISON DES RÉSULTATS FINANCIERS AVEC LE PLAN D'ENTREPRISE 2017-2018 À 2021-2022

État du résultat global (en millions de dollars)	POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2017			
	Montant réel	Plan d'entreprise	Écart	Écart en %
Produits				
Opérations commerciales -				
contrats de maître d'œuvre	1 872,0 \$	2 453,9 \$	(581,9) \$	(24%)
Moins: coût des opérations commerciales -				
contrats de maître d'œuvre	(1 872,0)	(2 453,9)	581,9	24%
Frais de service	16,9	22,8	(5,9)	(26%)
Autres produits	1,2	0,3	0,9	> 100%
Produits financiers, nets	0,5	0,4	0,1	25%
Perte de change	(0,2)	-	(0,2)	(100%)
	18,4	23,5	(5,1)	(22%)
Charges				
Frais d'administration	23,8	24,4	(0,6)	(2%)
Dépenses de remédiation des contrats	-	-	-	-
	23,8	24,4	(0,6)	(2%)
Services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement				
Opérations liées aux services				
d'approvisionnement	20,9	15,3	5,6	37%
Moins: coût des opérations liées aux				
services d'approvisionnement	(20,9)	(15,3)	(5,6)	(37%)
	-	-	-	-
Résultat net avant crédit parlementaire	(5,4)	(0,9)	(4,5)	< (100%)
Crédit parlementaire	-	-	-	-
Résultat net	(5,4) \$	(0,9) \$	(4,5) \$	< (100%)

L'écart défavorable de 4,5 \$ au résultat net, comparativement au plan d'entreprise provient de frais de services en deçà des prévisions pour l'exercice terminé au 31 décembre 2017, partiellement compensé par une hausse des autres produits et par économie de coûts réalisés sur des initiatives de réduction des frais d'administration.

L'écart défavorable de 581,9 \$ ou 24 % sur les opérations commerciales est principalement relié à un niveau d'avancement des travaux du PBB inférieur aux prévisions initiales de 438,0 \$ et des écarts provenant de tous les autres secteurs d'activité d'une valeur de 143,9 \$.

Les frais de service sont comptabilisés comme des produits lorsque les travaux prévus aux contrats sont livrés ou terminés. Ces frais sont généralement proportionnels aux opérations commerciales, produisant des résultats similaires. L'écart défavorable de 5,9 \$ ou 26 % est

principalement attribuable aux frais de service gagnés sur l'avancement des travaux dans le cadre du programme PBB qui ont été inférieurs au budget par 3,1 \$, ainsi que des écarts défavorables de 1,4 \$ reliés au secteur d'activité ACI et le reste du 1,4 \$ provient d'autres projets de DSM.

La Corporation contrôle ses gains et ses pertes de change en surveillant ses soldes en monnaies étrangères et en conservant ces derniers à des niveaux adéquats pour couvrir ses obligations en monnaies étrangères. Elle n'établit pas de prévisions budgétaires pour gains ou pertes de change. Au 31 décembre 2017, la Corporation détenait des monnaies en renminbis chinois (CNY) et en dollars américains (USD) dans plusieurs comptes bancaires. Pour ce qui est du montant en renminbis chinois, le montant exposé à un risque de change était négligeable. Pour le montant de 4,8 \$ en dollars américains, ce risque de change représentait 0,9 % du total des actifs de la Corporation en fin de trimestre.

Les frais d'administration sont payés principalement en dollars canadiens et ne sont donc pas touchés par les fluctuations du taux de change. L'écart favorable de 0,6 \$ attribuable aux frais d'administration s'explique principalement par des économies liées à des postes vacants lors de la première moitié de l'année.

PRÉVISIONS DU PLAN D'ENTREPRISE POUR 2017-2018

État du résultat global (en millions de dollars)	POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018			
	Prévision	Plan d'entreprise	Écart	Écart en %
Produits	24,8 \$	32,6 \$	(7,8) \$	(24%)
Charges	(31,9)	(32,6)	0,7	2%
Résultat net	(7,1) \$	- \$	(7,1) \$	> 100%

Le budget de fonctionnement pour 2017-2018 repose sur les objectifs et les hypothèses de planification exposés dans le Plan d'entreprise 2017-2018 à 2021-2022 de la CCC.

En 2017-2018, la CCC prévoit un déficit d'exploitation de 7,1 \$ et des produits nets de 24,8 \$.

Comparativement aux prévisions incluses dans le plan d'entreprise, les produits nets seront en deçà des projections de l'ordre de 7,8 \$ ou 24 % pour 2017-2018. Cette diminution découle principalement d'une réduction des frais de services comptabilisés, liée principalement à un niveau d'avancement des travaux inférieur au plan pour le programme PBB pour 2017-2018. Cette diminution reflète des changements dans l'échéancier des livraisons du programme PBB, réduisant les frais de services de 2017-2018 et augmentant ceux des années subséquentes.

Les charges sont présentement estimées à 31,9 \$ pour 2017-2018, comparativement à 32,6 \$ selon le plan représentant une diminution de 0,7 \$ ou 2 %. La diminution des charges sera le résultat de mesures de limitation des coûts ciblés et des économies liées à des postes vacants. Pour l'exercice 2017-2018, aucune dépense de remédiation de contrats n'est prévue. La CCC est confiante qu'elle n'engagera pas de dépense de remédiation de contrats en raison de ses pratiques robustes de gestion des risques et de contrats.

ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE

La CCC gère différents risques en s'efforçant de remplir son mandat, lequel consiste à promouvoir et à faciliter le commerce international pour le compte des exportateurs Canadiens. La stratégie mise en place pour gérer ces risques est expliquée en détail dans le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice 2016-2017 et dans le Sommaire du Plan d'entreprise 2017-2018.

Pour la période se terminant le 31 décembre 2017, les prévisions économiques de la CCC ont été ajustées pour refléter des changements sur les hypothèses d'échéanciers de livraison, et des frais de services en découlant, pour les contrats importants.

La direction a aussi continué d'aligner ses efforts en terme de responsabilité sociale des entreprises avec les priorités du gouvernement du Canada. Une collaboration continue avec des parties prenantes au sein du gouvernement assure qu'une approche intégrée et un processus de prise de décision solide sont en place lors de l'évaluation des exportateurs canadiens sur des questions relatives à la subornation et la corruption ainsi que les antécédents des clients étrangers envers les droits de la personne.

Le risque de cyber-attaque est aussi sujet à une tendance accrue et fait maintenant partie de la réalité du monde des affaires. Durant le dernier exercice, la direction a mis en place plusieurs améliorations à ces systèmes de gestion de l'information afin d'atténuer ce risque.

À l'exception de ceux mentionnés ci-haut, aucun autre changement significatif, nouveaux risques ou incertitudes n'ont été cernés au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2017 en comparaison avec ceux présentés ou discutés précédemment.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été audités ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et
chef de la direction,



Martin Zablocki

Vice-président, Services corporatifs
et chef de la direction financière,



Ernie Briard

Ottawa, Canada
Le 8 février 2018

État de la situation financière (non audité)

Au (en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 mars 2017
ACTIFS		
Actifs courants		
Trésorerie (note 4)	41 666 \$	76 430 \$
Créances (notes 5 et 7)	956 904	741 193
Avances aux exportateurs canadiens (note 6)	105 096	175 367
Avancement des travaux par les exportateurs canadiens (note 6)	5 574 023	4 668 186
	6 677 689	5 661 176
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	3 208	3 432
	6 680 897 \$	5 664 608 \$
PASSIFS		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer (notes 5 et 7)	949 657 \$	760 346 \$
Avances des clients étrangers (note 6)	128 017	201 338
Avancement des travaux pour les clients étrangers (note 6)	5 574 023	4 668 186
Avantages du personnel	292	292
	6 651 989	5 630 162
Passifs non courants		
Avantages incitatifs à la location différés	3 687	3 886
Avantages du personnel	1 696	1 646
	6 657 372	5 635 694
CAPITAUX PROPRES		
Surplus d'apport	10 000	10 000
Bénéfices non répartis	13 525	18 914
	23 525	28 914
	6 680 897 \$	5 664 608 \$

Garanties (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 8 février 2018

Président et chef de la direction,


Martin ZablockiVice-président, Services corporatifs
et chef de la direction financière,

Ernie Briard

État du résultat global (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
PRODUITS				
Opérations commerciales				
- contrats de maître d'œuvre (note 9)	642 580 \$	925 237 \$	1 872 027 \$	2 118 613 \$
Moins : coût des opérations commerciales				
- contrats de maître d'œuvre	(642 580)	(925 237)	(1 872 027)	(2 118 613)
Frais de service (note 9)	5 519	8 327	16 733	19 065
Autres produits (note 9)	214	116	1 224	560
Produits financiers, nets (note 10)	159	106	482	318
Gain (perte) de change	(58)	12	(235)	29
	5 834	8 561	18 204	19 972
CHARGES				
Frais d'administration (note 11)	7 889	7 187	23 593	20 983
	7 889	7 187	23 593	20 983
SERVICES D'APPROVISIONNEMENT À L'APPUI DES PROGRAMMES D'AIDE INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT				
Opérations liées aux services				
d'approvisionnement (note 9)	5 405	11 865	20 875	25 584
Moins : coût des opérations liées aux				
services d'approvisionnement	(5 405)	(11 865)	(20 875)	(25 584)
	-	-	-	-
Résultat net avant crédit parlementaire	(2 055)	1 374	(5 389)	(1 011)
Crédit parlementaire (note 12)	-	877	-	2 632
RÉSULTAT NET	(2 055) \$	2 251 \$	(5 389) \$	1 621 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (PERTE) RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET				
Gain (perte) actuarielle sur l'obligation				
des avantages du personnel	-	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL (PERTE)	(2 055) \$	2 251 \$	(5 389) \$	1 621 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres (non audité)

Pour les trois mois et les neufs mois terminés le 31 décembre, 2017 (en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2017	10 000 \$	15 580 \$	25 580 \$
Résultat net	-	(2 055)	(2 055)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017	10 000 \$	13 525 \$	23 525 \$
SOLDE AU 31 MARS 2017	10 000 \$	18 914 \$	28 914 \$
Résultat net	-	(5 389)	(5 389)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017	10 000 \$	13 525 \$	23 525 \$

Pour les trois mois et les neufs mois terminés le 31 décembre, 2016 (en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2016	10 000 \$	18 039 \$	28 039 \$
Résultat net	-	2 251	2 251
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2016	10 000 \$	20 290 \$	30 290 \$
SOLDE AU 31 MARS 2016	10 000 \$	18 669 \$	28 669 \$
Résultat net	-	1 621	1 621
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2016	10 000 \$	20 290 \$	30 290 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2017	2016*	2017	2016*
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net	(2 055) \$	2 251 \$	(5 389) \$	1 621 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:				
Amortissement	113	105	334	307
Charges pour avantages du personnel	50	51	149	154
Avantages du personnel payés	-	-	(99)	-
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(1 169)	(910)	626	(1 330)
Avantages incitatifs à la location différés	(66)	181	(199)	793
Variation du fonds de roulement provenant des:				
Créances	408 237	(598 819)	(215 711)	(911 551)
Avances aux exportateurs canadiens	31 496	(32 950)	70 271	304 051
Créditeurs et charges à payer	(407 605)	598 875	189 311	911 402
Avances des clients étrangers	(26 564)	28 287	(73 321)	(318 601)
Rentrée (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation	2 437	(2 929)	(34 028)	(13 154)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(44)	(110)	(58)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	-	(44)	(110)	(58)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	1 169	910	(626)	1 330
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	3 606	(2 063)	(34 764)	(11 882)
Trésorerie au début de l'exercice	38 060	75 851	76 430	85 670
Trésorerie à la fin de l'exercice	41 666 \$	73 788 \$	41 666 \$	73 788 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

* Modification apportée à la présentation des chiffres comparatifs (Note 15)

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

1. Nature, organisation et financement

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« la Loi »). Étant une société d'État mandataire et appartenant entièrement au gouvernement du Canada, la Corporation est visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 350, rue Albert à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose d'une représentation en Asie et en Amérique du Sud.

La Corporation agit comme maître d'œuvre lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou des acheteurs étrangers du secteur privé veulent acheter des produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement canadien. La Corporation conclut des contrats avec ces clients étrangers ainsi que des contrats d'approvisionnement correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut des accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés à être utilisés à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen des produits générés par les frais de service facturés.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

En juillet 2015, la Corporation a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2015-1110) en application de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, afin d'harmoniser ses pratiques, directives et politiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor. Le tout devant se faire de manière cohérente avec les obligations juridiques de la Corporation et la mise en application devant être présentée dans son prochain Plan d'entreprise. La Corporation a effectué un examen détaillé des politiques actuelles relatives aux dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements ainsi que sur sa démarche en matière de divulgation publique de cette information et a complété la mise en application de la directive en août 2016.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Normes de présentation

Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor basé sur les conventions comptables des Normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. Ces états financiers provisoires condensés ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation en date du 31 mars 2017.

Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants :

- Les instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies

Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables, sur les montants des actifs et des passifs déclarés, sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi de façon régulière, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées. La direction a utilisé des estimations pour déterminer la vie utile des immobilisations corporelles, pour comptabiliser les passifs liés aux avantages du personnel, les provisions, les engagements relatifs aux contrats de location et les éventualités, et elle a fait preuve de jugement pour déterminer si une provision relative aux dépenses de remédiation de contrats devrait être comptabilisée ou divulguée.

Des renseignements sur les domaines où la direction a exercé son jugement et où elle utilise dans une grande mesure des estimations et des hypothèses sont inclus dans la Note 14 – Garanties.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

3. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2017.

4. Trésorerie

Trésorerie inclut :

	31 décembre 2017		31 mars 2017	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars canadiens	25 052	25 052 \$	51 277	51 277 \$
Dollars américains	13 097	16 397	18 684	24 848
Renminbis chinois	1 123	217	1 574	305
		41 666 \$		76 430 \$

De la trésorerie, 28 680 \$ (32 084 \$ au 31 mars 2017) proviennent des avances et retenues reçues de clients étrangers qui seront versées aux exportateurs canadiens à une date ultérieure, conformément aux contrats. Les avances des clients étrangers comprennent également les paiements en trop effectués par des clients étrangers provenant de différences temporaires dues à leurs méthodes de liquidation et de comptabilisation des travaux exécutés. Lorsque le contrat le prévoit, ces fonds peuvent accumuler des intérêts au crédit de l'exportateur canadien ou du client étranger.

5. Créances et créditeurs et charges à payer

Les créances sont fondées sur les conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt. Les créances de la Corporation sont constituées de :

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Produits à recevoir	755 525 \$	657 900 \$
Créances	201 379	83 293
	956 904 \$	741 193 \$

Les créances de la Corporation sont libellées dans les monnaies suivantes :

	31 décembre 2017		31 mars 2017	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	755 817	946 283 \$	548 567	729 540 \$
Dollars canadiens	10 615	10 615	11 639	11 639
Renminbis chinois	32	6	75	14
		956 904 \$		741 193 \$

Les créditeurs et charges à payer de la Corporation sont exigibles selon les conditions normales du commerce et sont constitués de :

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Charges à payer	848 630 \$	667 053 \$
Créditeurs	99 679	91 142
Revenus reportés	1 348	2 151
	949 657 \$	760 346 \$

Les créditeurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les monnaies suivantes :

	31 décembre 2017		31 mars 2017	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	751 525	940 910 \$	558 464	742 700 \$
Dollars canadiens	8 735	8 735	17 598	17 598
Renminbis chinois	63	12	146	28
Dollars australiens	-	-	20	20
		949 657 \$		760 346 \$

Les risques de crédit, de marché et de liquidité liés aux créances et créditeurs et aux charges à payer sont énoncés dans la note 7.

6. Avances des clients étrangers, avances aux exportateurs canadiens, avancement des travaux par les exportateurs canadiens et avancement des travaux pour les clients étrangers,

Conformément aux modalités des contrats, les avances reçues des clients étrangers avant l'exécution des travaux et les avances payées aux exportateurs canadiens sont réduites lorsque les travaux sont exécutés ou au moment de la livraison et de l'acceptation par le client étranger dans le cours normal de ses activités. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, la Corporation a reçu 44 801 \$ en avances des clients étrangers (145 503 \$ au 31 mars 2017). À l'inverse, 4 356 \$ en avances ont été payées aux exportateurs canadiens (68 852 \$ au 31 mars 2017). Les montants que l'on prévoit comptabiliser dans les produits et les coûts au cours des douze prochains mois sont de 93 302 \$ et 70 541 \$ respectivement (87 175 \$ et 61 204 \$ au 31 mars 2017). Les soldes de 34 715 \$ et 34 555 \$ (114 163 \$ et 114 163 \$ au 31 mars 2017) seront comptabilisés dans plus de douze mois.

Étant donné la nature adossée de passation de contrats de la CCC avec les clients étrangers et les exportateurs canadiens, les soldes de l'avancement des travaux par les exportateurs canadiens et de l'avancement des travaux pour les clients étrangers sont réduits par des montants égaux et opposés. Les réductions prévues, attribuables à des livraisons au cours des douze prochains mois, sont de 1 865 554 \$ (578 561 \$ au 31 mars 2017) et le reste, 3 708 469 \$ (4 089 625 \$ au 31 mars 2017), sera livré dans plus de douze mois.

7. Gestion du risque et instruments financiers

Tel que décrit dans le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation en date du 31 mars 2017, les instruments financiers que détient la Corporation l'exposent au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité.

La section qui suit décrit les risques les plus importants associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et aux créances des clients de la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Créances

La Corporation transfère généralement aux exportateurs canadiens le risque de crédit lié aux créances provenant des exportations. Ce transfert est effectué au moyen d'un mécanisme de crédit adossé selon lequel les exportateurs sont payés lorsque la Corporation a reçu le paiement correspondant des clients étrangers. Lorsqu'un client étranger bénéficie d'une cote de crédit AAA par des agences d'évaluation du crédit reconnues, CCC peut accepter de payer l'exportateur canadien avant la réception du paiement du client étranger s'exposant ainsi à un risque de crédit. Avec une cote de crédit AAA, le risque de crédit est considéré atténué et acceptable. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, 6 % (6 % au 31 mars 2017) des créances de la Corporation provenaient de clients cotés AAA.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique se répartit comme suit :

	31 décembre		31 mars	
	2017		2017	
Asie *	872 755	\$	670 223	\$
États-Unis	50 462		46 363	
Afrique	12 361		7 915	
Amérique du Sud	9 561		2 768	
Canada	5 946		1 744	
Amérique centrale et Caraïbes	5 410		12 150	
Europe	409		4	
Australie	-		26	
	956 904	\$	741 193	\$

(*) Inclu le Moyen-Orient

Le profil d'échéance des créances de la Corporation était le suivant :

	31 décembre		31 mars	
	2017		2017	
< 1 an	956 044	\$	741 164	\$
> 1 an et < 3 ans	860		29	
	956 904	\$	741 193	\$

Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant :

	31 décembre		31 mars
	2017		2017
< 30 jours	10 951	\$	3 718
> 30 jours et < 180 jours	13 330		2 928
> 180 jours	9 249		1 560
	33 530	\$	8 206
			\$

Garanties

Le profil de l'ensemble des garanties dont dispose la Corporation aux fins de l'exécution des contrats, dans le cas improbable où une entreprise canadienne ne remplirait pas ses obligations contractuelles était le suivant :

	31 décembre		31 mars
	2017		2017
Retenues de garantie	5 759	\$	6 113
Cautions de sociétés mères	17 310 141	\$	18 483 325
Autres	3 848	\$	9 764
			\$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.

b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée à un risque de change, à un risque de taux d'intérêt ou à d'autres risques de prix significatifs. La Corporation n'a relevé aucun dérivé important ou dérivé incorporé devant être comptabilisé comme un actif ou un passif dans l'État de la situation financière.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie dans des dépôts à vue très liquides qu'elle effectue auprès d'une institution financière réputée afin d'atteindre ses obligations financières en temps opportun.

Concernant ses obligations contractuelles aux clients étrangers en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des exportateurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats réciproques à ceux intervenus avec les clients étrangers de même valeur. Aux termes des modalités des contrats, les paiements ne sont généralement pas versés aux exportateurs avant la réception du paiement des clients étrangers. En outre, pour atténuer davantage son risque de liquidité global, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

La *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres arrangements de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90,0 millions de dollars.

Au 31 décembre 2017, la Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40,0 millions de dollars canadiens (40,0 millions de dollars au 31 mars 2017) ou l'équivalent américain. L'endettement dans le cadre de cette entente est non sécurisé, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 31 décembre 2017, aucun prélèvement n'avait été effectué sur cette marge de crédit (néant au 31 mars 2017).

Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créditeurs et charges à payer de la Corporation était le suivant :

	December 31, 2017	March 31, 2017
< 1 year	\$ 949,657	\$ 760,346
	\$ 949,657	\$ 760,346

Aucun contrat déficitaire n'a été relevé en date du 31 décembre 2017 et du 31 mars 2017.

8. Gestion du capital

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Ceci, auquel s'ajoute la mise en œuvre de stratégies pour optimiser les excédents opérationnels, garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements dans les ressources humaines et les processus et pour atténuer toutes pertes possibles liées au risque opérationnel, au risque de rendement et au risque de crédit.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent : le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation; la réduction au minimum de l'exposition au risque de change; l'optimisation des produits d'intérêts. La Corporation peut être tenue de retourner au Gouvernement du Canada toute partie du capital considérée excédentaire au montant nécessaire pour les fins pour lesquelles la Corporation a été constituée.

L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit :

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Surplus d'apport	10 000	10 000
Bénéfices non repartis	13 525	18 914
	23 525	28 914

9. Opérations commerciales, frais de service, autres produits et opérations liées aux services d'approvisionnement

La Corporation facilite la vente de produits canadiens à des clients étrangers, y compris des gouvernements, des organismes internationaux et d'autres acheteurs, et tire des produits découlant des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre, des frais de service et d'autres produits. La Corporation réalise également des services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement.

Le profil par région géographique s'établit comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre					
	2017			2016		
	Opérations liées aux services d'approvisionnement			Opérations liées aux services d'approvisionnement		
	Produits*	nement	Total	Produits*	nement	Total
Asie **	346 345 \$	1 525 \$	347 870 \$	630 858 \$	2 463 \$	633 321 \$
États-Unis	202 903	-	202 903	214 241	-	214 241
Amérique Centrale et Caraïbes	75 195	798	75 993	66 618	55	66 673
Amérique du sud	22 452	-	22 452	13 008	30	13 038
Afrique	101	37	138	6 881	30	6 911
Canada	449	3 045	3 494	798	2 148	2 946
Europe	868	-	868	142	7 139	7 281
Australie	-	-	-	1 134	-	1 134
	648 313 \$	5 405 \$	653 718 \$	933 680 \$	11 865 \$	945 545 \$

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

** Inclu Moyen-Orient

	Pour les neuf mois terminés le 31 décembre					
	2017			2016		
	Opérations liées aux services d'approvisionnement			Opérations liées aux services d'approvisionnement		
	Produits*	Total		Produits*	Total	
Asie **	993 081 \$	7 115 \$	1 000 196 \$	1 342 741 \$	8 231 \$	1 350 972 \$
États-Unis	570 065	1	570 066	514 282	-	514 282
Amérique Centrale et Caraïbes	276 380	1 583	277 963	216 989	229	217 218
Amérique du sud	32 929	-	32 929	50 343	724	51 067
Afrique	11 246	1 769	13 015	6 916	109	7 025
Canada	1 714	10 398	12 112	1 696	3 374	5 070
Europe	4 472	9	4 481	1 473	12 917	14 390
Australie	97	-	97	3 798	-	3 798
	1 889 984 \$	20 875 \$	1 910 859 \$	2 138 238 \$	25 584 \$	2 163 822 \$

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

** Inclu Moyen-Orient

10. Produit financiers, nets

La Corporation a enregistré des produits et des coûts financiers pour les instruments financiers suivants :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Actifs financiers				
Produits financiers de la trésorerie	208 \$	118 \$	624 \$	355 \$
Passifs financiers				
Coûts financiers des créditeurs et autres passifs	(49)	(12)	(142)	(37)
	159 \$	106 \$	482 \$	318 \$

11. Frais d'administration

Les frais d'administration comprennent :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2017	2016*	2017	2016*
Rémunération du personnel et charges connexes	5 470 \$	4 983 \$	15 681 \$	14 269 \$
Services de gestion des contrats	807	675	2 157	2 025
Loyer et frais connexes	430	305	1 347	1 194
Frais de déplacement et accueil	439	428	1 309	1 219
Consultants	259	369	1 238	929
Logiciels, matériel informatique et soutien	71	54	558	464
Communications	227	116	524	263
Amortissement	113	105	334	307
Autres charges	73	152	445	313
	7 889 \$	7 187 \$	23 593 \$	20 983 \$

* Certains chiffres correspondants ont été reclassés de façon à être conformes à la présentation des états financiers du présent exercice.

12. Crédit parlementaire

Aucun crédit parlementaire n'a été consenti par le Parlement du Canada pour la période de trois et neuf mois terminée le 31 décembre 2017 (877 \$ pour les trois mois et 2 632 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2016).

13. Opérations entre parties liées

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui s'appliquent aux parties non liées. Ces opérations se rapprochent de la juste valeur.

14. Garanties

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec des clients étrangers et de veiller à ce que les modalités contractuelles soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien. La Corporation doit également exécuter des obligations contractuelles liées aux services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement.

La valeur totale du portefeuille de contrats de maître d'œuvre et opérations liées aux services d'approvisionnement qui restait à exécuter était la suivante :

	31 décembre 2017	31 mars 2017
< 1 an	5 787 502	\$ 2 940 244 \$
> 1 an et < 3 ans	9 939 046	10 777 469
> 3 ans et < 5 ans	1 644 887	4 535 665
> 5 ans	653 098	1 036 032
Valeur totale du portefeuille de contrats	18 024 533	\$ 19 289 410 \$

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, la valeur des contrats et modifications signés et entrés en vigueur, représentant les montants contractuels à exécuter, s'est élevée à 843,3 millions de dollars (997,2 millions de dollars au 31 décembre 2016). Il est prévu que le portefeuille de contrats à exécuter va être réduit par au plus 3 563,1 millions de dollars attribuable à des modifications de contrat anticipées.

15. Chiffres comparatifs

Afin de fournir de l'information plus pertinente en ce qui concerne les flux de trésorerie de la Corporation, celle-ci a modifié la présentation de l'État des flux de trésorerie en supprimant les variations provenant de l'avancement des travaux par les exportateurs canadiens et de l'avancement des travaux pour les clients étrangers de la section variation du fonds de roulement des rentrées (sorties) de fonds liés aux activités d'exploitation. Ce changement n'a eu aucune incidence nette sur les montants comparatifs totaux des rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation dans l'État des flux de trésorerie puisqu'une rentrée de fonds de 624 406 \$ pour les trois mois et 1 316 325 \$ pour les neuf mois et des sorties de fonds du même montant ont été supprimées. Aucun autre état ou information présentée par voie de notes n'ont été affectés par ce changement.